



25/09/2017 05:30:06

Budget 2018: "le respect des objectifs va être difficile"

Pour François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et fondateur du site fipeco.fr, les objectifs du projet de loi de finances (PLF) 2018 seront parfois "difficiles à atteindre" et vont obliger Bercy à recourir à des "astuces budgétaires".

QUESTION: Le gouvernement va mettre fin mercredi au suspense en dévoilant son projet de loi de finances, préparé depuis plusieurs mois. A quoi ressemblera ce premier budget?

REPONSE: "On s'oriente vers un projet de loi de finances très chargé, avec de nombreuses réformes fiscales, comme souvent en début de quinquennat: les gouvernements, au début de leur mandat, ont envie de montrer qu'ils agissent. Pour l'exécutif, ce PLF sera aussi un moment de vérité. Jusqu'à présent, on a eu des grandes lignes politiques, des intentions. Avec le budget, on va rentrer dans le concret. Quelle sera la couleur politique de ce budget ? Ce qui est sûr, c'est qu'il sera favorable à la compétitivité des entreprises et à l'attractivité des territoires. On peut qualifier cette logique de libérale, mais ce sont des choses qu'une bonne partie de la gauche ne renierait pas. Et puis il y aura aussi dans le PLF des mesures sociales ou favorables au pouvoir d'achat, comme la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages."

Q: De nombreuses promesses ont été faites, dont de fortes baisses d'impôts et une réduction du déficit, qui peuvent sembler contradictoires. Comment le gouvernement va-t-il s'y prendre?

R: "Pour le moment, sur le bouclage total, c'est assez flou. Outre les baisses d'impôts, on sait que de nombreuses dépenses supplémentaires vont devoir être financées. Certaines sont héritées de la période Hollande, comme la hausse de la masse salariale des fonctionnaires, et d'autres sont liées aux promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Or, les annonces qui sont faites pour ramener le déficit public à 2,6% du PIB sont pour l'instant loin d'être suffisantes. Le gouvernement a annoncé une réduction des contrats aidés, un gel du point d'indice de la fonction publique, une réduction des aides au logement et une très légère diminution des effectifs de l'Etat. Mais en termes budgétaires, le compte n'y est pas. La bonne nouvelle, c'est que les rentrées fiscales sont actuellement dynamiques. Du coup, le gouvernement peut espérer tenir son objectif de déficit, en pariant sur un niveau de recettes fiscales plus fort que prévu".

Q: Le gouvernement a revu à la baisse son objectif d'économies, à 16 milliards d'euros au lieu des 20 milliards initialement annoncés. Ce chiffre vous semble-t-il atteignable?



R: "L'objectif, c'est de limiter la progression des dépenses publiques à 0,4 ou 0,5% l'an prochain, en volume, alors que le gouvernement avait d'abord parlé d'un gel pur et simple. C'est moins ambitieux mais ça reste important, au vu de l'augmentation spontanée des dépenses. Un tel effort, ce n'est d'ailleurs jamais arrivé. En 2011, il y avait certes eu une stabilité en volume des dépenses, mais un peu par hasard, parce qu'en 2009-2010 il y avait eu le plan de relance: quand ce plan a pris fin, le niveau des dépenses a mécaniquement baissé. Faire 16 milliards d'économies est en réalité très compliqué, surtout quand on sait que la moindre mesure d'économie fait hurler des tas de gens. Le respect des objectifs va donc être difficile. Cela va obliger le gouvernement à recourir à des astuces budgétaires, comme tous les gouvernements avant lui."

vab/gbh/fka/gib